



Brèves sont pour les pauvres hommes, les douceurs de la vie. Lucrèce

semaine 46

Du 13 au 19/11 -2017

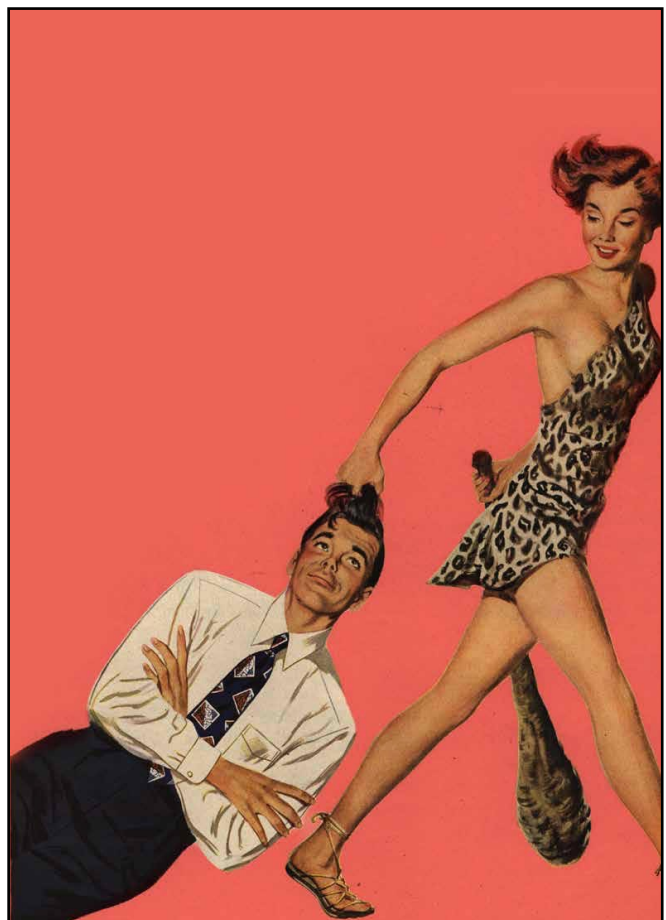
*Si Fillon avait gagné, j'étais au goulag
pour un bout de temps*
Laurent Wauquiez

*Les Français ont constaté que le président
ne vit définitivement pas dans le même
pays qu'eux*
Philippe Martinez, patron de la CGT

*Je ne sais pas ce que veut dire avoir une
politique pour les riches*
Emmanuel Macron

*A vouloir marier les contraires, l'UMP n'a
jamais produit autre chose que des
ambiguïtés et de l'incohérence. La droite
plurielle d'Alain Juppé c'est, quinze ans
après, la droite plus rien*
Patrick Buisson

*Le PS est le seul zoo de France où les
animaux se gardent entre eux »*
Jean-Luc Mélenchon





Ce jour-là

- 13** – 1986 – décès de l'humoriste Thierry Le Luron, une des premières victimes du sida.
1909 – une suffragette cravache Churchill au visage.
- 14** – 1982 - Le général Jaruzelski libère Lech Walesa.
2002 – premier concours de miss Prison en Lituanie.
- 15** – 1944 – l'Etat français nationalise les usines Renault. C'est une pure usurpation de patrimoine.
1796 – bataille d'Arcole. Bonaparte a 27 ans.
- 16** – 1922 – Benito Mussolini obtient les pleins pouvoirs de la Chambre des députés.
- 17** – 1913 – ouverture du canal de Panama.
1972 – retour de Juan Peron en Argentine après 17 ans d'exil.
- 18** – 1990 - Michel Trouillet et son équipe portent le record du monde du plus long cerf-volant à 1 034,45 m.
- 19** - 2002 – à Marseille un homme braque une pharmacie et dérobe 4 boîtes de viagra.

Politique

Le dernier mort sur le sol français de la Première Guerre mondiale est tombé près de Charleville-Mézières dix minutes avant l'Armistice. Les autorités militaires changèrent la date de son décès pour ne pas avoir à reconnaître des pertes le jour de la victoire. Et ce brave parmi les braves s'appelait Augustin Trébuchon, un p'tit gars bien de chez nous !

Un sondage réalisé par le *Figaro* en direct est révélateur. A la question, faut-il sanctionner les professeurs qui enseignent l'écriture inclusive, la réponse est OUI à 93 %. Cette écriture consiste à mettre le masculin et le féminin au lieu de respecter les accords. Ex : agriculteur·rice·s, artisan·e·s ou encore commerçant·e·s. On appelle ça nager dans la bêtise et entretenir la confusion.

La meneuse de cette opération purement féministe et pour le moins tordue s'appelle Eliane Viennot, professeur de littérature émérite à l'université de Saint-Etienne. Ils étaient une centaine de journalistes – et une majorité de gonesses -, venus discuter jeudi soir 9/11 à Paris, sur « Les médias sont-ils prêts pour l'écriture inclusive? »

« *Macron, c'est un libéral libertaire, il défend les métropoles et ceux qui réussissent. Tous les autres ne sont que des losers à ses yeux. Nous on va démontrer qu'il y a un autre chemin. Son angle mort, ce sont les classes moyennes et populaire* », analyse Laurent Wauquiez des Républicains.

Air du temps. Cent femmes ont publié une tribune dans le JDD pour réclamer à Emmanuel Macron un plan d'urgence contre les violences sexuelles. Le Président n'a pas réagi publiquement et « *malgré nos messages, personne ne nous répond à l'Élysée* », confie l'une des instigatrices du projet, Caroline De Haas. « *Dans les pays voisins les pouvoirs publics réagissent. Nous, rien* ».

En petit comité, Juppé constate que Macron est en train de faire ce dont il a toujours rêvé : réunir les progressistes de tous bords, « *couper les deux bouts de l'omelette* », comme il l'avait dit en 2015. Devant la presse diplomatique, Juppé a proposé rien moins qu'une alliance à Emmanuel Macron sous forme d'un « *grand mouvement central* » pour les européennes de 2019. En un mot : feu sur Wauquiez ! Que la fête commence.

Air du temps. Six mois après leur entrée en fonction, les membres du gouvernement souffrent d'un manque de notoriété et de d'un mauvais jugement sur leur action, selon un sondage Odoxa-Dentsu consulting (8-9 novembre, 999 personnes, quotas). Aucun ministre ne bénéficie de plus de 50 % de jugements positifs.

58 % à 72 % des Français interrogés ne les connaissant « *pas ou pas suffisamment pour exprimer une opinion* ». Globalement, le bilan collectif du gouvernement reste négatif : si 41 % des Français interrogés se disent satisfaits de son action, le pourcentage des mécontents grimpe à 59 %.

Le Conseil départemental de la Seine-Saint- Denis annonce qu'il ne versera pas à la Caisse d'allocations familiales les 40 millions d'euros nécessaires au paiement du RSA en décembre. Un moyen de mettre la pression sur l'État.

Les autorités israéliennes ont fait savoir à sept responsables de la gauche française qu'ils n'étaient pas les bienvenus en Israël. Ils faisaient partis d'une délégation pour, entre autres, une visite de soutien aux prisonniers palestiniens. Dont Clémentine Autain (FI), Pierre Laurent (PC), Pascal Durand (Verts).

Au micro de RMC et BFM-TV, Manuel Valls a accusé le patron de la rédaction du site *Mediapart*, Edwy Plenel, de « complaisance » et de « complicité intellectuelle » avec le terrorisme et d'avoir lancé un « appel au meurtre » contre lui et contre *Charlie Hebdo*.

Le Conseil constitutionnel a annoncé l'annulation de l'élection de la candidate LREM Isabelle Muller-Quoy dans la 1^{ère} circonscription du Val d'Oise. De nouvelles élections vont avoir lieu. Motif : son suppléant était président du conseil de prud'hommes de Pontoise, ce qu'interdit la loi.

Le Premier ministre libanais démissionnaire Saad Hariri, actuellement en Arabie saoudite, "devrait arriver en France dans les prochains jours". "Après plusieurs entretiens avec M. Hariri et le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane depuis hier" et "aux regards de leurs échanges", M. Emmanuel Macron a "invité" le Premier ministre démissionnaire à venir "avec sa famille" en France, a précisé

Elysée

Le coût des moyens alloués par l'Élysée à Brigitte Macron s'élève à 440 000 euros annuels, a indiqué le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, en réponse à une demande des députés Insoumis d'« une réelle transparence ».

Contrairement à son prédécesseur, Emmanuel Macron a bien l'intention de prendre possession de son titre de chanoine honoraire de la basilique majeure de Saint-Jean-de-Latran à Rome, titre hérité de la royauté et qui échoit à tous les présidents de la République. Histoire aussi d'affirmer le lien entre le catholicisme et la République. Un geste avant tout politique.

Pour le 11 novembre, Emmanuel Macron a tenu à rendre hommage à Clémenceau. Il a visité son musée puis déposé une gerbe au pied de sa statue. Il a rejoint l'Arc de Triomphe où l'attendaient, entre autres, les Sarko, Hollande et, plus surprenant, Alain Juppé. Hollande étant présent, la pluie leur est tombée dessus !

Le président de la République Emmanuel Macron a estimé que la victoire militaire contre le groupe Etat islamique (EI) serait totale dans « les prochains mois » en Irak et en Syrie, mais qu'elle ne serait pas suffisante pour venir à bout de la menace jihadiste. Macron s'exprimait devant les troupes françaises basées à Abou Dhabi.

Le chef de l'Etat a fait un déplacement de « deux heures » à Riyad afin de s'entretenir avec le jeune prince héritier Mohammed ben Salmane, considéré comme l'homme fort d'Arabie saoudite au motif de faire baisser la tension entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

Le président de la République prendra la parole au sujet des violences sexuelles le 25 novembre, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, a fait savoir la secrétaire d'Etat à l'Égalité femmes-hommes, Marlène Schiappa.

Dans le plan de mobilisation en faveur des quartiers en difficulté, Macron a précisé que Jean-Louis Borloo aurait un rôle à jouer dans ce dispositif, se félicitant que l'ancien président de

L'UDI, fort de son expérience d'ancien ministre de la Ville, ait accepté de remettre « les gants pour lui.»

Emmanuel Macron pourrait prononcer prochainement un grand discours sur la place de l'Islam en France. « Le pays est travaillé par des forces d'exclusion dans et hors cette communauté. Et c'est hors période d'attentat qu'il faut fixer les règles et dessiner l'horizon », assure un visiteur du président.

Emmanuel Macron a fait du social en se rendant en Seine-Saint-Denis puis dans les Hauts-de-Seine pour développer sa politique de la ville. S'il s'est interdit tout catalogue de mesures, mais a lancé des pistes. Par exemple : toute entreprise qui embauchera un habitant issu de ces quartiers bénéficiera d'une prime de l'Etat de 15 000 € étalée sur trois ans pour un CDI et de 5 000 € sur deux ans pour un CDD de plus de six mois.

Le chef de l'Etat a également rappelé le doublement, à 10 milliards d'euros, du budget de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). il prévoit de concentrer les efforts pendant deux ans sur une dizaine de quartiers encore à identifier. Avec l'aide de Borloo.

On en rigole encore. Confiance d'un proche. du président rapportée par le Monde : «Quand Bayrou était ministre [de la Justice], c'était le bordel, il fallait être aux aguets. Aujourd'hui, la parole gouvernementale est cadrée. »

Le président de la République Emmanuel Macron souhaite que l'Europe se substitue aux Etats-Unis dans le financement du GIEC. Le GIEC - groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat -, chargé de produire une synthèse régulière des connaissances, est aujourd'hui menacé par la décision des Etats-Unis de ne pas garantir les financements. Cet organisme est par ailleurs contesté par nombre de scientifiques.

Gouvernement

Dîner très discret à Matignon où Edouard Philippe invitait les ministres Gérard Collomb (Intérieur), Nicole Belloubet (Justice) et Gérard Larcher (Sénat) pour anticiper des révisions constitutionnelles notamment sur la limitation des mandats dans le temps, la réforme du Conseil économique et social.

Le nombre d'étrangers en situation irrégulière en France tourne « autour de 300 000 », a indiqué le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb devant l'Assemblée nationale ajoutant que les éloignements avaient augmenté « de 6,5 %" cette année - 124 % pour les « dublinés ».

Relancé sur les questions de régularisation, le ministre a assuré qu' « il y aura toujours des régularisations qui se feront au cas par cas ». Mais « si vous me demandez si la priorité est d'avoir une régularisation massive, la réponse est non », a-t-il ajouté.

La ministre de la Justice Nicole Belloubet a jugé que l'âge de 13 ans « pourrait être retenu » comme âge minimum de consentement à un acte sexuel. Par ailleurs, la ministre a dit étudier un éventuel allongement du délai de prescription quand il y a eu un viol sur mineur : celui-ci pourrait passer de 20 à 30 ans.

Par ailleurs, la ministre a avoué qu'elle réfléchissait à la mise en place de pré-plainte en ligne pour les victimes de violences sexuelles. De chez elle, la victime « *pourrait déposer (une pré-plainte) sans avoir la nécessité d'aller au commissariat* », a expliqué la ministre.

Le gouvernement a annoncé la nomination du maire socialiste de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Olivier Klein, à la tête de l'Agence nationale de la rénovation urbaine (Anru), à l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron dans cette ville. Les crédits de l'Anru vont être doublés pour être portés à 10 Mds€ pour des programmes de rénovation urbaine allant jusqu'à 2031.

Le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, a confirmé la mise en place du prélèvement de l'impôt à la source à compter de 2019. Ses déclarations ont écarté une bonne fois pour toutes l'éventualité d'un abandon de la réforme, malgré les protestations des milieux patronaux.

Pour Jean-Yves Le Drian et le procureur de la République François Molins : « *S'il y a des prisonniers en Irak, les choses sont simples : c'est aux autorités judiciaires irakiennes de traiter la situation des hommes et des femmes combattantes* », confirmant ainsi les propos du chef de l'Etat.

Le gouvernement prévoit de subventionner, en 2018, l'inutile musée de l'Histoire de l'immigration de la porte Dorée, dans le 12^e arrondissement de Paris à hauteur de 2 millions € de crédits « éducatifs ».

Institutions

Eric Lombard, ancien Pdg de Generali France succèdera bien à Pierre-René Lemas à la tête de la Caisse des dépôts et consignations, la plus grosse tirelire de France aux mains de l'Etat.

Agé de 59 ans, diplômé d'HEC, M. Eric Lombard fut notamment le conseiller de M. Michel Sapin au ministère de la Justice, puis au ministère de l'Economie et des Finances de 1991 à 1993, puis président-directeur général de BNP Paribas Assurance (2006-2013), et directeur général puis président-directeur général de Generali France (2013-2017). Il est trésorier de l'association Les Gracques.

La Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) a annoncé avoir saisi la justice sur les déclarations de patrimoine des anciens députés (LR) des Hauts-de-Seine Patrick Balkany et (UDI) du Nord François-Xavier Villain, respectivement maires de Levallois-Perret et de Cambrai, jugées douteuses.

Des députés de droite comme de gauche ont contesté la hausse de 3 millions d'euros du budget de l'Elysée pour 2018, jugeant que la présidence devait aussi faire des économies. La dotation globale était de 100 millions d'euros. Motif : les exigences en matière de sécurité.

De mémoire de fonctionnaire à l'Assemblée, c'est du jamais-vu : les caisses de Coca-Cola arrivent en masse au Palais Bourbon pour satisfaire les demandes des nouveaux députés. « *On se croirait à la fac !* » sourit un habitué des lieux.

M. Christian Noyer, gouverneur honoraire de la Banque de France, est nommé membre de la Commission de Contrôle des Activités Financières de Monaco (CCAF). Histoire d'améliorer sa retraite ?

L'ancien sénateur (PS) et ancien député du Pas-de-Calais Jean-Claude Leroy, ancien maire de Lumbres, a été élu président du conseil départemental du Pas-de-Calais. Il succède à Michel Dagbert, élu sénateur.

Les LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et trans) ont un soutien solide à l'Assemblée. La députée LREM de l'Allier Laurence Vanceunebrock-Mialon veut mettre fin aux inégalités faites aux enfants des LGBT. Cette ex-policieère, mère avec son ex-compagne de deux filles, ne peut aujourd'hui reconnaître la seconde.

L'Assemblée nationale donne ce jeudi 16/11 le coup d'envoi à la commission d'enquête déclenchée par Les Républicains et soutenue par tous les groupes politiques. Elle va examiner ces six prochains mois les conditions dans lesquelles l'exécutif a autorisé, en l'espace de trois ans, les ventes des pôles énergies et transport d'Alstom à General Electric puis à l'allemand Siemens.

Mais aussi d'une série d'acteurs emblématiques comme Alcatel, les chantiers navals STX, Technip, Lafarge ou le pôle Morpho du groupe Safran.

Marc Gaudet (ex-UDI), maire d'Ascoux est le nouveau président du conseil départemental du Loiret en remplacement de Hugues Saury, élu sénateur (app.LR).

Divers

Les Paradise Papers sont les derniers nés d'informations issues du piratage de données. Si, en général, on arrive à identifier les hackers, il n'en va pas de même cette fois-ci, comme le souligne Philippe Vasset qui vient de consacrer un livre au sujet, Armes de déstabilisation massive (Fayard).

« Dans les Paradise Papers, ce qui est troublant, c'est qu'il n'y a aucune indication d'où peuvent venir les données : ont-elles été au départ obtenues illégalement ou pas, on ne sait pas, c'est un trou noir. Le fait qu'elles aient été piratées ou fournies par quelqu'un qui est à l'intérieur, ça change quand même les choses », estime Vasset.

Ces révélations participent en général d'une guerre que se livrent en sous main des Etats, des entreprises, des multinationales avec pour but évident de nuire à des concurrents. Depuis 2009, on compte au moins une quarantaine de « fuites ».

Marion Maréchal Le Pen vient de décrocher son premier emploi. Elle a été recrutée par Martial Guiette, un homme d'affaires qui ambitionne d'ouvrir une école proposant aux diplômés de troisième cycle de parfaire leur éducation par une formation de culture générale. A charge pour elle de finaliser ce projet.

Marie-Célie Guillaume, directrice générale de Defacto, depuis février 2014, ancienne directrice de cabinet de M. Patrick Devedjian à la présidence du Conseil général des Hauts-de-Seine, va se voir confier la direction générale de Paris La Défense, à l'issue de la fusion

entre Defacto et l'Epadesa. Elle est l'auteur d'un roman politique à clef, *Le Monarque, son fils, son fief* où elle dézingue Sarko et sa bande.

François Léotard est de nouveau visé par une enquête pour faux témoignage dans l'affaire Karachi, la cour d'appel de Paris ayant annulé le non-lieu dont l'ex-ministre de la Défense avait bénéficié. La chambre de l'instruction a infirmé l'ordonnance de non-lieu rendue en juillet 2016 et désigné un nouveau juge d'instruction pour poursuivre la procédure.

Le Prix Press Club, Humour et Politique 2017 sera remis le 28 novembre. En lice, Gérald Darmanin : « *On ne fera pas toujours ce que dira le Medef* »; Aurélie Filippetti : « *Maintenant, je vais recommencer à travailler* »;

Claude Guéant : « *Avant de choisir qui il va soutenir, Borloo aime bien savoir qui sera le vainqueur* »; Brigitte Macron : « *Le seul défaut d'Emmanuel, c'est d'être plus jeune que moi* »; Jean-Luc Mélenchon : « *Le PS est le seul zoo de France où les animaux se gardent entre eux* »

Tambouille macronésienne

En pleine grogne des élus locaux, les parlementaires La République en marche ne seraient pas assez présents pour écouter les doléances des édiles. « *C'est simple, ils sont complètement hors sol, nous répondent qu'ils sont à Paris du lundi au vendredi quand on veut les voir, ils ne s'occupent pas des dossiers* », se plaint un responsable d'exécutif local d'un département rural.

Des membres du gouvernement ont hâte de voir Christophe Castaner prendre la tête du parti LREM. « *Personne ne défend l'action du gouvernement sur le terrain* », grogne un ministre.

En passe de prendre les commandes de la République en Marche, ce samedi, il va en effet devoir redresser une structure en pleine crise. Un document circule qui proteste contre « *le manque de démocratie interne* » et la persistance de moeurs du « *vieux monde* » au sein du parti.

Les signataires, une bonne centaine, présentés comme de simples adhérents, mais aussi des élus, des animateurs de comités locaux ou encore des référents issus de toute la France, déplorent le mode de désignation du futur chef du parti.

Edouard Philippe pourrait quitter Matignon pour prendre la tête de liste de L'Europe en Marche en mai 2019. Une judicieuse sortie par le haut pour le Premier ministre – ses proches cogitent déjà sur ce scénario –, et l'occasion rêvée de se faire un nom de son double prénom.

Confronté à la grogne grandissante d'une partie de ses militants et de certains de ses élus – et notamment la manière dont a été nommé Christophe Castaner –, le parti macroniste a décidé de donner des gages à ses marcheurs mécontents.

Alors qu'aucune confrontation n'était prévue entre les quatre listes candidates au bureau exécutif de LRM, sorte de gouvernement du parti, un débat aura finalement lieu entre

leurs têtes d'affiche. Deux représentants de chaque liste, un homme et une femme, exposeront durant une heure et quinze minutes leur vision de l'avenir de la formation et leurs propositions.

Pour justifier son maintien au gouvernement, malgré sa casquette de patron du parti présidentiel, Christophe Castaner a expliqué qu'il ne pouvait se contenter d'un poste de député, car sa circonscription est trop loin de Paris. Ministre, c'est plus confortable.

Droite

La situation d'Edouard Philippe est originale. Il n'a pas démissionné des Républicains mais ces derniers n'ont pas osé l'exclure pour autant. Il n'est pas encarté à LREM, pas plus qu'il n'a l'intention de rallier Thierry Solère et ses potes, s'ils créent un parti. Ben, alors, t'es où Marcel ?

Valérie Pécresse a pris ses distances avec Alain Juppé favorable à un rapprochement avec Emmanuel Macron : « *Pour moi, Emmanuel Macron n'est pas un objet politique identifié, c'est un descendant de Dominique Strauss-Kahn en ligne directe, c'est un blairiste, un social-libéral européen* » estime la présidente de la région Ile-de-France.

Pécresse entend surtout ménager Wauquiez en vue de récupérer une place dans le futur organigramme des Républicains. Elle a toujours attendu le bon moment pour voir de quel côté tournait le vent. La preuve ? Son refus de soutenir un quelconque candidat pour l'élection du futur patron des Républicains, comme elle l'a avoué sur Europe 1.

Il s'est fait recalier pour concourir à la présidence des Républicains, alors, Daniel Fasquelle, député du Pas-de-Calais, toujours trésorier du parti, a décidé de créer son mouvement : les Gaullistes sociaux. Encore une démarche aussi narcissique qu'existentielle !

Elu des Républicains, Xavier Bertrand a envoyé son chèque de cotisation au parti. Mais le président de la région Hauts-de-France n'a pas versé sa contribution pour toute l'année 2017... Il n'a payé que pour la période du 1er janvier au 23 avril, jour du premier tour de la présidentielle.

L'ancien ministre Laurent Henart, maire de Nancy, ancien député de la Meurthe-et-Moselle, a été réélu président du Parti radical valoisien, formation qu'il préside depuis 2014.

Louis Giscard d'Estaing, maire (UDI) de Chamalières, conseiller régional d'Auvergne-Rhône-Alpes, ancien député du Puy-de-Dôme, a annoncé sa candidature à la présidence de l'UDI, en mars prochain.

Gauche

Raquel Garrido, la porte-parole de la France insoumise devenue chroniqueuse sur la chaîne C 8 chez Thierry Ardisson, abandonne la politique. Jean-Luc Mélenchon avait fini par s'irriter face à l'omniprésence de l'avocate, souvent à l'origine de polémiques. Sans compter le goût narcissique de Garrido pour les projecteurs.

La féministe Caroline de Haas énerve profondément Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat à l'Egalité : « *Caroline De Haas fait du bruit par opportunisme, mais, au fond, que représente-t-elle ? Elle a été quelques mois conseillère parmi d'autres de Najat Vallaud-Belkacem, puis directrice de campagne de Cécile Duflot à la primaire écolo – avec le succès qu'on connaît – et, enfin, elle a fait combien, déjà, aux législatives ? [NDLR : 14 % au premier tour dans la 18e circonscription de Paris]. Sa surface médiatique est surdimensionnée.* » Et toc !

L'ancien ministre Michel Sapin, premier conseiller de tribunal administratif et de Cour administrative d'appel, ancien député (PS) des Hauts-de-Seine et de l'Indre, ancien président du conseil régional du Centre a officiellement rejoint le cabinet du bureau de François Hollande en qualité de conseiller. Il sera admis à faire valoir ses droits à la retraite en janvier 2018.

L'ancien ministre de l'Intérieur Matthias Fekl devrait rejoindre début 2018 le département droit public du cabinet d'avocats KGA en tant qu'associé. M. Fekl est premier conseiller de tribunal administratif et de Cour administrative d'appel.

Le cabinet KGA a été fondé en 1973 par Me Théo Klein, ancien président du CRIF. C'est aujourd'hui son fils, Me François KLEIN, qui dirige le cabinet.

Société

Le patronat (Medef, U2P, CPME) et les syndicats (CFDT, FO, CGT, CFE-CGC, CFTC) se sont réunis au siège du Medef pour négocier les conditions de la fusion des régimes de retraites complémentaires de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) et de l'Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés (ARRCO).

Le ministère de l'Intérieur a révélé que « *44 policiers et 16 gendarmes se sont donné la mort depuis le début de l'année 2017* ». Gérard Collomb a demandé aux directeurs généraux de la police, de la gendarmerie et de la sécurité intérieure de lui « *présenter une évaluation des mesures pour prévenir* » le fléau.

En octobre, les plaintes pour violences sexuelles ont augmenté de 30 % en zone de gendarmerie. Ce sont 360 faits de plus qu'à la même période en 2016. une augmentation sans doute liée à la libération de la parole.

La quarantaine de députés, de toutes tendances, qui ont visité trente établissements pénitentiaires à l'initiative de la présidente de la Commission des lois, la députée Yaël Braun-Pivet, en sont revenus indignés : « *C'est une telle honte.* »

Vétusté, surpopulation carcérale, cas psychiatriques « *en nombre effrayants* », manque de personnels et « *impossibilité pour eux [les surveillants] d'exercer leur métier correctement* »... Pour le député LREM Raphaël Gauvain, ce sont « *des oubliés de la République* ».

Le nombre d'agressions contre les pompiers a augmenté de 17,6 % en 2016, avec des violences qui ne se concentrent plus seulement dans les quartiers sensibles, selon des chiffres publiés mercredi par l'Observatoire national de la délinquance. « *Le phénomène prend de l'ampleur* », a réagi la Fédération nationale des sapeurs-pompiers en réclamant des sanctions judiciaires sévères contre les agresseurs.

Quelque 2280 pompiers ont déclaré avoir été victimes d'une agression en intervention en 2016 (+17,6 % par rapport à 2015), selon l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP). la région Nouvelle-Aquitaine compte le plus d'agressions (406) en 2016. Par ailleurs, près de 414 véhicules ont été endommagés pour un préjudice de 283 442 euros (+183,4 % par rapport à 2015).

Faits divers

Patron des Jeunesses socialistes de 2011 à 2013, Thierry Marchal-Beck est accusé par huit femmes d'actes pouvant être qualifiés de harcèlement sexuel. Cela commence par des relations sexuelles consenties. Puis ça bascule dans le harcèlement. Bref, le monsieur exerçait une sorte de droit de cuissage parfois avec violence.

Le plus cocasse dans cette affaire est que le sieur Marchal-Beck encourageait ses militantes à rejoindre *Osez le féminisme* ou rappelant les règles sur le consentement sexuel dans le bus roulant vers un congrès. « *Il utilisait son pouvoir de président : vous couchiez, vous montiez dans les instances. C'était le deal* », avoue une militante.

L'ancien ministre Douste-Blazy s'est étranglé à la lecture du livre *Onu, la grande imposture* (Albin Michel), qui rappelait ses surnoms (« Mickey d'Orsay », « Condorsay ») et ses gaffes (il aurait confondu dans ses discours Taïwan et la Thaïlande...). On y découvre aussi ses tentatives pour décrocher (sans succès) le Nobel de la paix.

Douste-Blazy porte plainte contre l'éditeur et l'auteure, Pauline Liétar, qui l'avait pourtant sollicité. Il estime que ce livre le rend « *ridicule, voire odieux* », et demande 15 000 euros de réparation.

L'ex-ministre de la Santé et des Sports Roselyne Bachelot a été condamnée à Paris à 500 € d'amende avec sursis et 10.000 € de dommages et intérêts pour avoir accusé le tennisman espagnol Rafael Nadal de dopage, dans une émission télévisée l'an dernier.

Immigration / islam

Une centaine d'élus de droite en écharpe tricolore ont tenté d'empêcher des fidèles musulmans de faire leur prière dans la rue à Clichy (Hauts- de-Seine), vendredi 10/11. Valérie Pécresse, présidente du conseil régional d'Ile-de-France, était présente à ce rassemblement. Environ 200 fidèles prient dans une rue piétonne tous les vendredis depuis mars. ils protestent contre la fermeture de leur lieu de culte dans le centre-ville.

Quinze Albanais et Kosovars de Firminy (Loire), près de Saint-Etienne, suspectés d'avoir participé en un an à plus de 350 cambriolages dans la région Auvergne - Rhône-Alpes, ont

été mis en examen et écroués. Une partie des 900 000 € d'objets déclarés volés ont été retrouvés lors des perquisitions.

L'Etat peut assurer la prise en charge des mineurs isolés étrangers, « à titre exceptionnel » et si le département, dont c'est normalement une compétence, est « dans l'impossibilité » de le faire, a estimé le Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat statuait sur le dispositif mis en place pour les mineurs après le démantèlement de la « jungle » de Calais en octobre 2016.

Ecologie/ Sciences

La cour administrative d'appel de Marseille a annulé le schéma éolien du Languedoc-Roussillon (avant fusion avec Midi-Pyrénées), donnant raison aux associations de riverains qui s'élèvent contre ce plan de développement de l'énergie éolienne.

La Fed (Fédération environnement durable) indique que le « *défaut d'évaluation environnementale explique que la quasi-totalité du territoire français était par ces schémas déclarée éligible à l'éolien, en dépit du refus de communes et de la fragilité des territoires ruraux* ».

Des baleiniers japonais ont quitté l'archipel jeudi pour l'Antarctique pour une campagne annuelle où ils comptent pêcher 333 baleines de Minke ou petits rorquals, en dépit des appels internationaux à cesser cette pratique.

L'essor des énergies renouvelables est devenue « inéluctable » en raison de sa compétitivité économique, mais le nucléaire reste pour l'instant un complément indispensable, estime Capgemini dans son rapport.

« En Europe, en l'absence de réforme du système de formation des prix, la forte poussée des renouvelables intermittents a déstabilisé les marchés de gros, impacté négativement la sécurité d'approvisionnement et fragilisé l'équation financière des +Utilities+", les grosses entreprises du secteur, note le rapport.

Train. Alstom, dont la branche transport est passée fin septembre sous contrôle de Siemens, vient de signer un accord avec la région allemande de Basse-Saxe pour la fourniture de 14 Coradia iLint, le nom de ces rames révolutionnaires propulsées à l'hydrogène. Ces trains sont capables de transporter 330 personnes à 140 km/h sur 1000 km.

Le Tage se meurt. Victime de la plus grave sécheresse des vingt dernières années et d'une politique de transferts d'eau destinée aux régions du sud-est de l'Espagne, qui vivent de l'agriculture d'irrigation intensive, le plus long fleuve de la péninsule Ibérique qui termine sa course à Lisbonne (Portugal) agonise.

« *Les hommes ont des technologies divines, mais des institutions moyenâgeuses et une psychologie d'homme des cavernes, incapable de modérer sa consommation*», Guillaume Chapron, maître de conférence à l'université suédoise des sciences agricoles.

La SNCF dépense chaque année 30 millions d'euros pour désherber les 60 000 kilomètres de voies ferrées. Sans glyphosate, l'addition s'élèverait à 500 millions.

Lors d'une récente interview, le célèbre physicien Stephen Hawking a déclaré que l'humanité disposait au maximum de six siècles pour quitter la Terre avant que celle-ci ne devienne inhabitable.

Economie

Le 6 octobre, le Conseil constitutionnel a invalidé la taxe de 3 % sur les dividendes, mise en place en 2012 lors de l'arrivée à l'Élysée de François Hollande. Entre les remboursements dus aux entreprises lésées et les intérêts, la note à régler est colossale : 10 Mds€ !

« Il s'agit bien d'un scandale d'Etat, affirme un proche du ministre qui, lui, n'a pas souhaité s'exprimer. Il y a eu une décision politique délibérée de maintenir une taxe alors qu'en 2015 tout le monde savait qu'elle était contraire au droit européen. »

Si l'Etat prendra à sa charge la moitié de l'addition — soit environ 5 Mds€ —, les 5 Mds€ restants seront ponctionnés sur les grandes entreprises dont le chiffre d'affaires est d'au moins 1 Md€. Exceptionnellement, leur impôt sur les sociétés sera revu à la hausse pendant deux ans. De quoi faire grincer des dents les PDG des groupes concernés. Ambiance.

Airbus a enregistré 288 commandes nettes d'avions à fin octobre, et effectué 517 livraisons d'appareils depuis le 1er janvier, a annoncé l'avionneur européen. Le carnet de commandes d'Airbus ressort à 6645 appareils au 31 octobre, soit environ 9 années de production au rythme actuel.

A la surprise générale, les onze pays de l'Asie-Pacifique ont trouvé, samedi 11/11, un cadre pour un nouvel accord de libre-échange, sans les Etats-Unis. Dans un communiqué, ils expliquent s'être « mis d'accord sur les éléments essentiels » pour un nouveau traité en marge du sommet des 21 pays de l'Apec, à Danang. Un camouflet pour Donald Trump.

Le rappeur américain Jay Z a racheté le champagne Armand de Brignac produit par Cattier (Chigny-les-Roses, Marne) et va dépasser les 100 000 bouteilles vendues cette année. La fortune du chanteur est estimé à 810 millions \$.

Au Salon aéronautique de Dubaï, Airbus a annoncé la signature d'un contrat de 430 moyen-courriers A320neo pour 42 milliards d'euros, le plus important en nombre d'appareils jamais enregistré. Le contrat a été passé avec le loueur américain Indigo est évalué à 42 Mds€.

On a le plaisir de vous annoncer que Patrick Drahi, le patron d'Altice, est dans la merde. Le titre Altice a dévissé de 13,17 %, enchaînant une huitième séance de baisse. Depuis la publication des résultats trimestriels le 2 novembre, l'action a perdu 38%.

Trois ans après le rachat de SFR, et son offensive sur le marché américain, l'homme d'affaires paye d'abord le prix d'un empire construit à crédit. Altice est lesté d'une dette de 50 milliards d'euros.

Dès octobre 2016, 60 millions de consommateur a jeté une lumière crue sur le mécontentement des clients SFR. « 38 % des abonnés de l'opérateur au carré rouge sont

insatisfaits », expliquait le magazine. C'est un taux très élevé pour une enquête de ce type.

C'est le cabinet de lobbying Elnet qui pilote l'offensive de charme de Tel Aviv afin de promouvoir les sociétés israéliennes de sécurité. A cet effet, ont été invités les députés LREM Aurore Bergé et Sylvain Maillard, amateurs de nouvelles technologies. Elnet a aussi réussi à se rapprocher de Christian Estrosi.

Culture / médias

LCP- AN et Public Sénat, les chaînes de l'Assemblée nationale et du Sénat, vont lentement se rapprocher, puis fusionner d'ici à la fin 2018 : telle est la volonté des présidents des deux institutions parlementaires, François de Rugy et Gérard Larcher, mettant fin à une exception dans le paysage audiovisuel.

Le nouveau magazine d'actualité *Ebdo*, qui se lancera le 12 janvier 2018, a récolté un peu plus de 400 000 € avec sa campagne de financement participatif. Le nouveau pari des éditions Rollin (revue *XXI*, *6Mois*) est de sortir un hebdomadaire de 96 pages à 3,50 €, sans publicité, financé uniquement grâce à ses lecteurs. On a le droit de rêver.

Michel Field, éphémère directeur de l'information de 2015 à mai 2017, a retrouvé un job à France Télévisions. Payé pour faire pas grand-chose, il met en place une pseudo plateforme culturelle numérique avec Radio France. Ils seraient une quinzaine payée à ne rien foutre sur 9840 salariés que compte France Télévisions.

Le directeur de *Charlie Hebdo*, Riss, a accusé le directeur du site d'information *Mediapart*, Edwy Plenel, de « condamner à mort une deuxième fois » sa rédaction en disant que le journal satirique prenait part à une campagne « générale » de « guerre aux musulmans ». « Cette phrase, nous ne la pardonnerons jamais. »

Malgré des changements de fond en comble, la radio Europe 1 n'affiche toujours pas de bons résultats. Et Patrick Cohen, premier matinalier ne fait pas mieux que Thomas Sotto qu'il a remplacé. Quant à France Inter, dont Cohen et Frédéric Schléssinger – nouveau patron d'Europe1 – sont issus, elle se porte comme un charme.

A priori le seul et unique tableau de Léonard de Vinci qui n'est pas dans un musée, *Salvator Mundi*, s'est vendu chez Christie's à New York pour la modique somme de 450,36 millions de dollars.

Le Monde, qui s'enorgueillit d'avoir révélé le scandale de l'évasion fiscale, n'a pas omis de publier un supplément pour expliquer à ses lecteurs les mille et un moyens d'échapper à l'impôt sur la fortune.

Europe

Union européenne. Vingt-trois des 28 pays de l'UE ont souscrit à l'ambition d'une défense européenne, ne laissant de côté que l'Irlande neutre, le Danemark dispensé, le Portugal, l'île de Malte et bien sûr le Royaume-Uni. Lors de cette réunion à Bruxelles des ministres des

Affaires étrangères et de la Défense, on a pu noter l'absence de Florence Parly, le ministre de la Défense français.

« *Après l'élection du président américain Donald Trump, il est important que nous puissions nous organiser indépendamment, en tant qu'Européens. Personne ne va résoudre à notre place les problèmes de sécurité dans le voisinage de l'Europe. Nous devons le faire nous-mêmes* », résume Ursula von der Leyen, ministre allemand de la Défense.

Toutefois face à la Russie, l'Europe orientale continue d'afficher sa préférence pour l'Alliance atlantique, quels que soient les doutes qu'inspire le parapluie américain.

Le président de la Commission européenne confie volontiers son inquiétude devant l'inflation des parapheurs qu'on lui soumet : « *Plus de 500 chaque jour.* » Comme il est humainement impossible de tous les lire, Jean-Claude Juncker en choisit au hasard une quarantaine qu'il annote, « *comme ça, ils croient que je les ai tous lus* ».

Vatican. Mgr Patron Wong, prélat mexicain, chargé des séminaires a fait savoir aux évêques français réunis à Lourdes, de la nécessité d'avoir un nombre suffisant de vocations pour organiser un séminaire. La question est combien de séminaristes faut-il ? De 17 à 20 personnes a-t-il été répondu. Le problème, c'est le manque de vocation et la difficulté à atteindre ces chiffres.

Espagne. Le maire de Barcelone, Mme Ada Colau, a accusé le gouvernement catalan destitué de Carles Puigdemont d'avoir mené la région au désastre, en estimant que la majorité des Catalans ne voulait pas d'une déclaration d'indépendance.

Angleterre. La reine Elisabeth II, 91 ans, n'a pas participé au dépôt de la couronne de coquelicots devant le monument aux morts en mémoire des morts des deux guerres mondiales, à deux pas de Downing Street. Elle a laissé cet office à son fils Charles, 69 ans. En matière de succession, les sondages montrent que son fils William tient mieux la corde que son père.

L'Angleterre accuse Moscou d'ingérence via des attaques contre les médias, les télécommunications et le secteur de l'énergie. Theresa May précise : « *La Russie cherche à faire de l'information une arme, en déployant ses médias dirigés par l'Etat pour diffuser de fausses informations et des images trafiquées dans le but (...) de saper nos institutions.* » Rien moins. Moscou dément.

Plaisir, mot compte triple : à Londres, d'aucuns ont eu l'idée de réinventer les règles du Scrabble pour pimenter les soirées de speed-dating, transformant le vénérable jeu de plateau septuagénaire en petit abrégé de dictionnaire érotique.

Pologne. « *La Pologne blanche, la Pologne pure* » : le 11 novembre, quelque 60 000 personnes ont défilé à Varsovie à l'appel de l'extrême droite, scandant des slogans fascistes et xénophobes appelant à la violence.

Autriche. Une manifestation a été organisée par des ONG catholique et juive à Vienne afin de prévenir contre l'arrivée de l'extrême droite au gouvernement. M. Kurz a souhaité parvenir à former un gouvernement d'ici à Noël. Il a assuré qu'une tolérance zéro envers

l'antisémitisme était une condition préalable pour y prendre part, de même qu'une orientation pro-européenne claire. Ca risque d'être compliqué.

International

Etats-Unis. Etonnant voyage de Trump en Asie. Il a montré une image totalement différente des États-Unis par rapport à ses prédécesseurs. L'image d'un pays qui n'a pas la volonté de jouer un vrai rôle politique dans la zone, ni un rôle de leader ni même un rôle international. Sa seule obsession, ce sont les États-Unis.

L'Asie n'intéresse pas Trump d'un point de vue géopolitique. Le seul sujet qui l'intéresse par rapport à l'Asie, c'est le commerce extérieur, le déficit du commerce extérieur par rapport à la zone et les moyens qu'ils pourraient utiliser pour rééquilibrer les échanges en faveur des États-Unis.

Ce qui frappe surtout dans ce voyage c'est à quel point les États-Unis et la Chine ont échangé leurs rôles, les États-Unis ne veulent plus être le leader politique du monde et ne veulent plus du libre-échange et la Chine, elle, veut jouer un rôle international majeur et défend le libre-échange. Une étonnante inversion des rôles.

La rencontre entre Donald Trump et Vladimir Poutine a finalement eu lieu au Vietnam, à Danang exactement, lors du forum de l'Asie-Pacifique (Apec). Poutine a confirmé à Trump qu'il ne s'est pas mêlé de son élection. « *J'ai l'impression qu'il y a une bonne entente entre nous et une bonne relation étant donné qu'on ne se connaît pas très bien* », a commenté Donald Trump. Mais il n'y a pas eu de face à face entre les deux hommes. Que de furtives rencontres.

Ford a annoncé l'établissement d'une coentreprise avec le chinois Zotye Auto, et un investissement conjoint de 650 millions d'euros pour produire des voitures électriques sur le premier marché automobile mondial.

Leur joint-venture, dont ils contrôlent chacun la moitié, construira une usine dans la province du Zhejiang et investira 5 milliards de yuans pour concevoir, fabriquer et commercialiser des modèles de voitures individuelles entièrement électriques.

M. Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping ont dévoilé à Pékin une série d'accords commerciaux pour un montant total de 253,4 milliards de dollars, à la grande satisfaction du président américain soucieux d'un rééquilibrage des échanges entre les deux puissances.

LA CATALOGNE COMME RECOURS

par Eric Werner

L'affaire catalane est plus que simplement anecdotique. Elle dit ce qu'est aujourd'hui l'Europe, à quoi, de plus en plus, elle ressemble. Elle jette également une lumière crue sur les nouvelles lignes de fracture qui traversent aujourd'hui le continent. Car elles sont nouvelles.

L'ancienne ligne de fracture était celle opposant l'UE dans son ensemble aux différents Etats membres. D'un côté, l'UE s'employant à élargir indéfiniment son champ de compétence, de l'autre l'ensemble des Etats membres résistant tant bien que mal aux pressions de la Commission européenne visant à les déposséder de leur souveraineté. Je dis tant bien que mal, car la Commission européenne ne cessait de pousser ses pions dans tous les domaines, alors que les Etats, de leur côté, ne cessaient de perdre du terrain. Mais ils n'en continuaient pas moins à résister. Jusqu'au moment, il n'y a pas très longtemps, en réalité, où ils ont arrêté de le faire. Car c'est un fait : ils sont aujourd'hui tous acquis à l'idée suivant laquelle la meilleure chose qui pourrait advenir aujourd'hui à l'Europe serait l'érection d'un super-Etat européen. (Les Etats est-européens sont, il est vrai, sur une ligne différente.)

Le souverainisme subsiste encore, peut-être, mais n'est plus aujourd'hui défendu que par des partis-parias situés sur les marges de l'échiquier politique, partis dont les chances d'accéder un jour au pouvoir sont très exactement égales à zéro. Les partis aujourd'hui au pouvoir sont tous acquis au point de vue fédéraliste : point de vue selon lequel les Etats historiques sont appelés à se transformer en simples *courroies de transmission* du futur super-Etat européen.

En sorte que l'ancienne ligne de fracture entre la Commission européenne et les Etats membres de l'UE n'existe tout simplement *plus* aujourd'hui. Ils tirent d'ailleurs tous à la même corde. Tous sont pour l'ouverture des marchés, les traités Ceta et Fatca, les délocalisations, les droits de l'homme, l'islam, le multiculturalisme, les quotas, les délits imprescriptibles, etc. On est très au-delà ici d'un simple projet fédéraliste. L'objectif est clairement de remodeler de fond en comble l'ancienne société européenne, afin de l'articuler aux exigences de la globalisation: celle-ci étant comprise comme point d'aboutissement de l'économie concurrentielle. C'est la Commission européenne qui fixe ici la route. Du passé faisons table rase. Les Etats suivent avec plus ou moins d'enthousiasme, mais toute espèce de résistance a aujourd'hui disparu. En revanche d'autres lignes de fracture sont récemment apparues. Et l'on retrouve ici la Catalogne.

Historiquement parlant, l'Union européenne s'est toujours montrée plutôt bien disposée à l'égard du régionalisme. Elle-même n'a pas ménagé ses efforts pour favoriser toutes sortes de développements dans ce domaine. On pense en particulier à la charte européenne sur les langues régionales, mais pas seulement. Il y a aussi les eurorégions, théoriquement créées pour faciliter les relations transfrontalières. On en dénombrait aujourd'hui 90 [1]. Bien d'autres projets de

ce genre ont vu le jour ces dernières décennies, drainant de grandes quantités d'argent (les fameux «fonds communautaires») [2]. L'objectif, en réalité, était de miner l'Etat-nation de l'intérieur afin de le vider progressivement de sa substance et de le transformer ainsi en coquille vide. Il fallait aussi le prendre en tenailles : au-dessus, Bruxelles et son super-Etat en gestation, en-dessous, à l'échelon infraétatique, les régions avides d'autonomie, certaines, même, d'indépendance. La Catalogne, par exemple.

En choisissant de se rendre à Bruxelles après sa récente destitution par le pouvoir central espagnol, le président catalan pensait peut-être que l'Union européenne le soutiendrait dans son bras-de-fer avec Madrid. Comme on le sait, cet espoir s'est révélé vain. L'Union européenne a fait savoir au président catalan que sa présence à Bruxelles « n'était pas la bienvenue ». Les portes du Parlement européen lui sont restées fermées. Les deux cents maires catalans qui ont débarqué quelques jours plus tard à Bruxelles pour lui apporter leur soutien ont été traités avec le même mépris. C'est normal. Le régionalisme a pu, à un moment donné, servir d'instrument à la technostructure européenne dans sa lutte contre les anciens Etats-nations. Mais comme l'affaire catalane le montre justement, cette lutte appartient aujourd'hui au passé.

La ligne de fracture s'est dès lors déplacée. Elle ne passe plus aujourd'hui entre Bruxelles et les Etats-nations, mais entre Bruxelles et les Etats-nations d'une part et les populations elles-mêmes de l'autre. Celles-ci sont désormais en première ligne. Les gens hésitent, tâtonnent, se battent avec les moyens du bord. Mais se battent. Se battent, en fait, pour leur propre survie. L'Etat-nation fonctionnait autrefois comme bouclier protecteur. Non seulement il ne remplit plus aujourd'hui ce rôle protecteur, mais il est devenu lui-même une menace pour les populations. Le régionalisme apparaît dès lors comme un recours possible. On le voit en Catalogne, mais aussi en Corse, en Bretagne, en Lombardie, en Flandre, ailleurs encore.

A certains égards, c'est la démocratie qui est en jeu: *«La colère, le sentiment de dépossession démocratique qui minent la confiance entre les peuples et leurs gouvernants incitent à imaginer de nouveaux liens démocratiques, plus proches, plus vivants»* [3]. Les gouvernants répondent en invoquant l'Etat de droit (qu'eux-mêmes ne respectent guère, pourtant: ils en fournissent des preuves tous les jours). Mais l'Etat de droit est une chose, la démocratie une autre.

NOTES

1. Wikipedia, article «Euroregions».
2. Sur l'ensemble de ce dispositif, cf. Pierre Hillard, *Minorités et régionalismes dans l'Europe Fédérale des Régions*, François-Xavier de Guibert, 2002, en particulier pp. 233-274.
3. Natacha Polony, «Du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», *Le Figaro*, 28-29 octobre 2017, p. 15.

Source Antipresse n°102 – 12.11.2017

Sites à consulter

TVLibertés

les idées à l'endroit

intéressant débat avec Jean-Paul Brighelli

Edifiant

Les Mémoires de Saint Simon sont en ligne ici

un grand éditeur : Pierre-Guillaume de Roux

vous avez dit prix littéraire ?

éviter la guerre civile

harcèlement : où sont les vrais juges ?

Journées de lecture

Tout Saint-Simon, collection Bouquins, 1120 p. 33€

Il ne s'agit pas de l'œuvre intégrale de notre duc (1675-1755), mais d'une compilation thématique de son œuvre. Une sorte de dictionnaire saint-simonien. Découpé par thèmes, accompagnés de longs extraits choisis et commentés par les meilleurs spécialistes, le présent ouvrage permet de mieux accéder aux événements et aux personnages qui l'ont inspiré. D'autant que son œuvre ne se résume pas à ses seules *Mémoires*. Ce dictionnaire brasse l'ensemble des textes que nous a laissés Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, témoin privilégié de la fin du règne de Louis XIV et de la Régence.

Reste qu'il est possible de lire l'intégrale de ses *Mémoires* dans la collection La Pléiade (Gallimard) en 8 volumes ou sur Internet (voir ci-dessus).

Michel Onfray ne publie pas moins de cinq livres en parution simultanée

« *Vivre une vie philosophique. Thoreau le sauvage* » (Le Passeur, 128 p., 14,90 €).

« *Miroir du nihilisme. Houellebecq éducateur* » (Galilée, 128 p., 16 €).

« *Tocqueville et les Apaches* » (Autrement, 196 p., 18 €).

« *Nager avec les piranhas. Carnet guyanais* » (Gallimard, 96 p., 12 €).

« *Le désir ultramarin. Les Marquises après les Marquises* » (Gallimard, 128 p., 13 €).